

Communiqué de presse

Paris, le 4 juin 2024

Mobilisons-nous pour lutter contre l'extrême droite !

En 2002, l'arrivée au second tour des élections présidentielles du candidat d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen avait donné lieu à une mobilisation historique de la population avec 2 millions de manifestant·es le 1er mai 2002 et des centaines de milliers de manifestant·es les 25 et 27 avril 2002. Depuis 2002, l'extrême droite n'a cessé de propager ses idées réactionnaires dans la société jusqu'à obtenir 89 député·es à l'Assemblée nationale aux dernières élections législatives. À la veille des élections européennes, la normalisation et l'omniprésence de l'extrême droite dans les médias comme ses résultats dans les sondages sont extrêmement alarmants.

Les idées du FN/RN et celles de Reconquête sont dangereuses : elles plongent notre société dans l'obscurantisme, l'intolérance, l'injustice, le sexism, le racisme, l'islamophobie, les LGBTQIphobies et le climatoscepticisme. Elles ont des conséquences concrètes et directes sur les groupes qu'elles visent, comme peuvent en témoigner les nombreuses attaques violentes perpétrées par des groupuscules d'extrême droite sur des femmes portant le voile, sur des militant·es antifascistes, lors de conférence sur la Palestine (Lyon, novembre 2023) ou encore lors de mobilisations d'étudiant·es, notamment pour Gaza en mai 2024.

Le FN/RN a construit ses résultats électoraux sur une imposture : le FN/RN n'est pas antisystème : son discours "social" est une vitrine qui cache une politique hyper libérale soumise aux lobbyings des industriels et des multinationales comme en attestent les votes du FN/RN au Parlement européen contre des mesures de justice sociale ou de lutte contre le réchauffement climatique. Le FN/RN ne défend pas non plus les droits des femmes comme il le prétend : il n'a cessé de s'opposer ou de s'abstenir aux votes portant sur le droit à l'avortement en Europe, prone une politique nataliste, et instrumentalise les enjeux féministes à des fins racistes en France et à l'Union Européenne. Le FN/RN est tout sauf "le parti du peuple" qu'il prétend être. Il n'a fourni aucun travail parlementaire contre la réforme des retraites, si ce n'est pour réaffirmer son racisme par 4 amendements anti-immigrés.

Le FN/RN reste en effet un parti raciste qui a des relations privilégiées avec les groupuscules fascistes et violents qui représentent une des principales menaces terroristes en France et sont responsables d'innombrables agressions et violences. Dernièrement, le 1er juin, à Montpellier, une milice fasciste a terrorisé la population lors d'une fête populaire en ciblant des personnes à violenter en raison de leurs origines, leur confessions religieuses, leur identité de genre, leurs

orientations sexuelles ou leurs engagements politiques. Plus le FN/RN progresse, plus les groupes violents d'extrême droite se sentent pousser des ailes. **SUD éducation apporte toute sa solidarité aux personnes agressées lors de cette fête.**

Nous nous interrogeons sur la facilité avec laquelle ces individus et ces groupuscules fascistes se renforcent et commettent des violences. Ainsi, notre camarade Clément Méric, syndicaliste étudiant, a été tué par des militants d'ultradroite néo-nazis en 2013 dans un contexte de mobilisation historique de l'extrême droite autour de la Manif pour tous, un mouvement homophobe et réactionnaire contre l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

Que ce soit au parlement européen ou à l'Assemblée Nationale, l'ensemble du programme du FN/RN repose sur la préférence nationale. Un euphémisme qui cache mal son projet raciste, fondé sur la haine des immigré·es, des personnes non-blanches, des personnes musulmanes ou supposées telles et le nationalisme colonial. Ce que l'extrême droite veut nous imposer est simple : une société divisée qui a pour fondement la discrimination envers celles et ceux qu'elle désigne comme cibles.

Pourtant les personnels de l'éducation et des universités constatent quotidiennement les effets dévastateurs des inégalités, du racisme, du sexism, des LGBTQIphobies sur les élèves et les étudiant·es, sur les personnels et sur la société dans son ensemble.

Pour SUD éducation, le gouvernement de Gabriel Attal et Emmanuel Macron a une lourde responsabilité dans la montée de l'extrême droite : la reprise d'éléments issus du programme de l'extrême droite avec l'uniforme, le SNU, les mesures du Choc des savoirs et l'interdiction des abayas, tend à renforcer ce parti pourtant dangereux pour la démocratie. De même, ce gouvernement, dont l'agenda est quotidiennement dicté par l'extrême droite, ne cesse de laisser davantage de poids aux collectifs réactionnaires LGBTIphobes, tels que "Parents Vigilants" ou "L'observatoire de la petite sirène" qui cherchent à instiller leurs projets haineux au sein de l'école et s'attaquent aux droits des enfants.

SUD éducation appelle les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et la Recherche à s'engager résolument contre les projets de l'extrême droite notamment en participant aux mobilisations contre celle-ci.

Luttons pour une autre société solidaire, juste et en paix !